

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU :
25 JUIN 2020

DEPARTEMENT : DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES

RAPPORTEUR : Jean-Claude GANDRILLE

OBJET : COMPTE DE GESTION ET COMPTE ADMINISTRATIF - BUDGET
PRINCIPAL- EXERCICE 2019

NOTE EXPLICATIVE ET DE SYNTHESE

AVANT PROPOS

Voté le 4 avril 2019 par le conseil communautaire, le budget principal 2019 de l'agglomération Paris Vallée de la Marne a fait l'objet de plusieurs modifications à travers notamment le vote de décisions modificatives en juin, octobre et décembre 2019.

L'ensemble de ces mouvements constitue les crédits ouverts sur lesquels portent l'exécution des dépenses et des recettes 2019.

Conforme aux engagements pris par notre agglomération dans le cadre du contrat « cahors » en matière d'évolution des charges de fonctionnement, le Compte Administratif 2019 retrace l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées entre le 1er janvier et le 31 décembre 2019.

En concordance avec le Compte de Gestion établi par le Trésorier, il permet aux élus communautaires de connaître la situation financière et patrimoniale de notre EPCI. Pour faciliter sa lecture, il est accompagné du présent rapport qui a pour vocation de synthétiser et de commenter les données financières issues du dit compte administratif.

Pour ce faire, à travers ce rapport, nous allons :

- Recenser l'ensemble des dépenses et des recettes réellement réalisées en 2019 et celles restant à réaliser sur l'exercice suivant ;
- Mesurer le taux de réalisation des dépenses et des recettes adoptées en 2019 par les conseillers communautaires;
- Présenter les résultats comptables de l'exercice et mesurer ainsi les marges de manœuvre financières à la disposition de notre agglomération.

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2019

En 2019, les recettes du budget principal (hors les Restes à réaliser) de la Communauté d'Agglomération Paris Vallée de la Marne se sont élevées à 281 555 572,32 euros tandis que les dépenses se sont élevées à 265 736 912,39 euros.

Intégrant les résultats issus de la dissolution de l'EPIC Office du tourisme Paris Vallée de la Marne, le compte administratif fait apparaître un résultat cumulé sur l'exercice 2019 de 15 613 340,86 euros (soit une progression de 2,524 Millions d'euros par rapport au CA 2018)

Conforme au compte de gestion établi par le comptable public, ce résultat se décompose schématiquement de la manière suivante :

<u>RESULTAT DE L'EXERCICE INVESTISSEMENT</u>	<u>RESULTAT DE L'EXERCICE FONCTIONNEMENT</u>
Déficit reporté au 31/12/2018 - 15 692 641,71 €	Excédent reporté au 31/12/2018 + 13 089 505,57 €
Déficit reporté suite à la dissolution de l'EPIC de l'Office du Tourisme Paris Vallée de la Marne - 3 143,60 €	Excédent reporté suite à la dissolution de l'EPIC de l'Office du Tourisme Paris Vallée de la Marne + 221 647,10 €
Résultat de l'exercice 2019 (Excédent) + 3 381 442,03 €	Résultat de l'exercice 2019 (Excédent) + 12 437 217,90 €
Déficit à reporter - 12 314 343,28 €	Excédent à reporter + 25 748 370,57 €
<u>RESULTAT DE CLOTURE (excédentaire)</u>	+ 13 434 027, 29 €
<u>SOLDE DES RESTES A REALISER (excédentaire)</u>	+ 2 179 313,57 €
<u>RESULTAT CUMULE (excédentaire)</u>	+ 15 613 340,86 €

LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement retrace l'ensemble des opérations courantes. Elle est constituée des charges (attributions de compensation versées aux communes membres, charges de personnel, achats de fournitures, intérêts de la dette.....) et des produits à caractère définitif (produits fiscaux, dotations de l'Etat....)

En 2019, la section de fonctionnement comptabilise en recettes 143,54 millions d'euros et en dépenses 131,10 millions d'euros. (Ces masses financières comprennent des opérations réelles et des opérations d'ordre).

Au regard de ces données, le résultat d'exécution de la section de fonctionnement correspondant à la différence entre les recettes et les dépenses et atteint + 12,44 millions d'euros.

1) Les recettes de fonctionnement

En 2019, les recettes de fonctionnement (hors excédent de fonctionnement reporté de N-1) totalisent 143,54 millions d'euros (dont 142,53 Millions d'euros en recettes réelles).

Présentant un taux de réalisation global de 101,66 %, les recettes réelles de fonctionnement se décomposent de la manière suivante :

Chapitre budgétaire	Budget global 2019	Réalisé 2019	Taux de réalisation (Y.C recettes rattachées)
Atténuations de charges	230 000,00	228 899,31	99,52%
Produits des services	2 548 922,00	2 543 618,04	99,79%
Impôts et taxes	91 824 197,00	92 047 312,39	100,24%
Dotations, subventions et participations	43 803 892,00	43 770 032,84	99,92%
Autres produits de gestion courante	328 000,00	324 214,61	98,85%
Produits financiers	1 444 476,99	1 412 686,58	97,80%
Produits exceptionnels	34 139,76	2 207 709,51	6466,68%
TOTAL RECETTES REELLES	140 213 627,75 €	142 534 473,28 €	101,66%

○ Le chapitre 013- Atténuations de charges

Le chapitre 013 « Atténuations de charges » intègre principalement les remboursements d'une partie des charges de personnel (accidents de travail par notre assurance, la sécurité sociale ou l'Etat).

En 2019, il s'établit à 228 899,31 € soit une hausse de 47.07 % par rapport au Compte Administratif 2018 de la CA PVM.

Cette hausse s'explique principalement par une augmentation des recettes liées aux remboursements des charges de personnel par notre assurance (+30 534,70€) .

○ Le chapitre 70- Produits des services, du domaine et ventes diverses

Le chapitre 70 « Produits des services » correspond aux droits perçus des usagers fréquentant les services intercommunaux.

En 2019, il s'établit à 2 543 618,04 € soit une baisse de 16,38 % par rapport au Compte Administratif 2018 de la CA PVM.

Les principales variations observées sur ce chapitre concernent principalement le remboursement des frais de transport des communes pour les centres de loisirs (-36 749,30 €), les honoraires pour la maîtrise d'œuvre et les vacations techniques (-322 499,46 €)

- Le chapitre 73-Impôts et taxes

En 2019, le chapitre « impôts et taxes » s'établit à 92 047 312,39 € soit une hausse de 1,54 % par rapport au Compte Administratif 2018

Les principales variations observées sur ce chapitre concernent :

- La revalorisation du taux de CFE grâce à l'application de la majoration spéciale de CFE
- La majoration de 5% du coefficient multiplicateur de la TASCOM
- L'encaissement des rôles supplémentaires de fiscalité

Suite à la réforme de la Taxe Professionnelle en 2010, ce chapitre est composé de la manière suivante :

- **Les produits fiscaux issus des Taxes Foncières** (Contribution Foncière des Entreprises et anciennes parts régionale et départementale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) **et de la Taxe d'Habitation** (ancienne part départementale de la Taxe d'Habitation) pour 51 333 101,41 € (contre 50 222 464 € en 2018). Outre l'évolution des valeurs locatives, cette hausse s'explique principalement par la décision prise par les élus communautaires d'appliquer la majoration spéciale de CFE (hausse du taux de CFE de 0.14 points par rapport à 2019).
- **La Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)** pour 16 135 640 € (recette déterminée en fonction du chiffre d'affaires réalisé et de la valeur ajoutée produite au cours de l'année d'imposition par les entreprises situées sur le territoire intercommunal. Elle a augmenté de 2,15 % par rapport au montant 2018 perçu par la CA PVM;
- **La Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM)** pour 3 194 177,82 € (recettes perçues sur les magasins de commerce de détail dont la surface de vente est supérieure à 400 m² et dont le chiffre d'affaires est supérieur à 460 000 €). Nous pouvons observer une hausse de 177 415 € du produit fiscal. Cette hausse s'explique principalement par la revalorisation de 5% du coefficient multiplicateur de la TASCOM entre 2018 et 2019.
- **L'impôt Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER)** pour 2 026 154 € (Il s'agit d'un impôt touchant les entreprises de réseaux (énergie, transport ferroviaire, télécommunications). Il a progressé de 1,32 % par rapport au Compte Administratif 2018 de la CA PVM;
- **Le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)** pour 12 053 540 € (il s'agit du fonds visant à compenser en partie la perte fiscale liée à la disparition de la Taxe Professionnelle sur le territoire intercommunal) soit un montant quasi équivalent à celui observé en 2018.
- **Les contributions solidaires** de Croissy Beaubourg pour 156 110 € (contre 159 753 € en 2018) ;
- **Le reversement du Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (FPIC)** pour 1 919 610 € (il s'agit du mécanisme de péréquation horizontale qui a pour objectif de réduire les inégalités de ressources sur l'ensemble du territoire national). Pour mémoire, il s'élevait à 1 725 290 € en 2016, à 1 716 768 € en 2017 et à 1 831 326 € en 2018.

- **La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)** pour 4 412 883 €.

Il est à noter que l'intégralité de cette TEOM a été reversée au SIETOM suite au transfert de la gestion de cette compétence au 1^{er} avril 2018.

- **La taxe de séjour** pour 816 096,16 € en 2019 (contre 596 164,28 en 2018 et 437 791.66 € en 2017). Cette recette est entièrement reversée à l'office du tourisme Paris Vallée de la Marne

- Le chapitre 74- Dotations, subventions et participations

En 2019, le chapitre « dotations, subventions et participations » s'établit à 43 770 032,84 € soit une baisse de 0,85 % par rapport au montant constatée en 2018.

Ce chapitre se décompose de la manière suivante :

- **La dotation d'intercommunalité** pour 4 788 111 € (soit une baisse de 5,20 % par rapport au CA 2018). Cette baisse s'explique par la réforme de la dotation d'intercommunalité votée par le législateur dans le cadre de la LFI 2019 malgré la signature et le respect du contrat cahors garantissant un maintien de cette recette jusqu'en 2020
- **La compensation perçue au titre de la suppression de la part salaire de la TP** pour 28 450 308 € (contre 29 097 215 € en 2018 et 29 698 086 € en 2017);
- **Les autres compensations fiscales de l'Etat (Taxe d'habitation et de Cotisation Foncière des Entreprises)** pour 1 610 344 € (contre 1 013 837 € en 2018). La forte hausse observée en 2019 s'explique par la création de l'allocation compensatrice d'exonération de cotisation minimum de CFE pour les entreprises présentant un chiffre d'affaires inférieur à 5000 €;
- **Le versement d'un Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle (FDPTP)** en faveur des EPCI défavorisés pour 218 674,77 € (contre 255 292,38 € en 2018 et 275 271.30 € en 2017);
- **La Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP)** pour 7 653 326 € (Dotation visant à compenser les pertes fiscales subies par les collectivités territoriales au moment de la réforme de la Taxe Professionnelle). Devenant pour la première fois variable d'ajustement de l'enveloppe normée, son montant est en baisse de 66 162 € par rapport à celui perçu en 2018 par la CA Paris Vallée de la Marne ;
- **Les participations et subventions de divers organismes** (subventions de l'Europe, de l'Etat, de la Région et du Département) pour 1 049 269,07 € (contre 733 031 ,43 € en 2018 et 792 087.92 € en 2017).

- Le chapitre 75- Autres produits de gestion courante

Le chapitre 75 « autres produits de gestion courante » prend en compte les revenus provenant des immeubles et des concessions.

En 2019, ces revenus s'établissent à 324 214,61 € soit une hausse de 13,26 % par rapport au Compte Administratif 2018 de la CA PVM.

Cette hausse s'explique principalement par la redevance payée par géoval pour l'occupation du domaine public (61 205 € en 2018 contre 112 897 € en 2019).

- Le chapitre 76- Produits financiers

En 2019, le chapitre « Produits financiers » s'établit à 1 412 686,58 €.

Il concerne principalement le remboursement des intérêts d'emprunts de Dalkia pour le réseau de chaleur de l'ex CA du Val Maubée (164 008,58 €) et le versement du fonds de soutien pour la gestion des emprunts structurés (1 248 668.19 €).

- Le chapitre 77- Produits exceptionnels

En 2019, le chapitre « produits exceptionnels» s'établit à 2 207 709,51 €. Ces recettes exceptionnelles concernent principalement des cessions foncières.

2) Les dépenses de fonctionnement

En 2019, les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 131,104 Millions d'euros..

Ce montant est composé de dépenses réelles pour 113,309 millions d'euros et de dépenses d'ordre pour 17,795 millions d'euros.

Avec un taux de réalisation global (y compris les charges rattachées) de 97,00 %, les dépenses réelles de fonctionnement se décomposent de la manière suivante :

Chapitre budgétaire	Budget global 2019	Réalisé 2019	Taux de réalisation (Y.C charges rattachées)
Charges à caractère général	15 917 244,96	14 216 357,80	89,31%
Charges de personnel	36 120 000,00	35 167 505,91	97,36%
Atténuations de produits	39 193 806,44	39 147 455,59	99,88%
Autres charges de gestion courante	14 877 048,60	14 623 089,56	98,29%
Frais de fonctionnement des groupes d'élus	187 419,00	79 941,70	42,65%
Charges financières	10 141 904,00	9 711 278,09	95,75%
Charges exceptionnelles	374 039,04	363 030,20	97,06%
TOTAL DEPENSES REELLES	116 811 462,04	113 308 658,85	97,00%

Il est noté qu'en 2019, la CA PVM a parfaitement respecté les obligations contractuelles prévues dans le cadre du contrat dit de Cahors.

- Le chapitre 011- Charges à caractère général

En 2019, le chapitre budgétaire « charges à caractère général » s'établit à 14 216 357,80 €

Regroupant des dépenses aussi variées que les fluides, les petits entretiens, les achats de fournitures, les honoraires ou bien encore les frais de transport, ce chapitre fait apparaître une baisse de 2,04 % par rapport au Compte Administratif 2018 de la CA PVM.

Cette baisse s'explique principalement par les efforts d'économies réalisés par les départements de l'agglomération au cours de cet exercice budgétaire.

- Le chapitre 012- Charges de personnel

S'établissant à 35 167 505,91€ , le chapitre budgétaire « charges de personnel » n'a progressé que de 0,01% en 2019 et ce malgré le Glissement Vieillesse Technicité (GVT), la hausse des cotisations patronales (en particulier la CNRACL) ,et la mise en place du Parcours Professionnel Carrière et Rémunération (PPCR).

Ce maintien de la masse salariale est la traduction comptable des efforts de gestion opérés depuis 2016 par la CA Paris Vallée de la Marne en matière de personnel .

- Le chapitre 014- Atténuations de produits

Le chapitre budgétaire « atténuations de produits » s'établit en 2019 à 39 147 455,59 € soit une hausse de 4,08 % par rapport au Compte Administratif 2018 de la CA PVM

Ce chapitre intègre principalement :

- Les attributions de compensation notifiées aux communes membres pour 33 901 988,13 €

Pour mémoire, ces dernières correspondent au montant des attributions des compensations perçues par les communes membres en 2018 majoré ou minoré des nouveaux transferts de compétences.

- Le reversement de la taxe de séjour à l'office de tourisme (744 649,04 €), au conseil départemental (17 662,67 €) et au conseil régional (70 816,75 €)
- Le reversement en année pleine de la TEOM au SIETOM pour 4 412 339 € (en 2018, ce reversement concernait uniquement les 9 derniers mois)
- Le chapitre 65- Autres charges de gestion courante

En 2019, le chapitre budgétaire « autres charges de gestion courante » s'établit à 14 623 089,56 € soit une baisse de 3,44 % par rapport au Compte Administratif 2018 de la CA PVM.

Cette baisse s'explique par l'arrêt du versement de la contribution au SIETOM suite au transfert de compétence en avril 2018 (cette dernière passe de 457 750 € en 2018 à 0 € en 2019)

- Le chapitre 656 frais de fonctionnement des groupes d'élus

En 2019, le chapitre 656 « frais de fonctionnement des groupes d'élus » s'élève à 79 941,70 € soit une baisse de 14,98 % par rapport à l'exercice précédent.

Conformément au texte en vigueur, il représente moins de 30% des indemnités versées en 2019 aux élus.

- Le chapitre 66- Charges financières

En 2019, le chapitre budgétaire « charges financières » totalise 9 711 278,09 € soit une baisse de 9,27 % par rapport au Compte Administratif 2018 de la CA PVM

Cette baisse est obtenue grâce au désendettement observée sur l'agglomération Paris Vallée de la Marne en 2019 et au taux bancaire extrêmement bas appliqué sur nos emprunts à taux variable.

- Le chapitre 67- Charges exceptionnelles

En 2019, le chapitre budgétaire « charges exceptionnelles » s'établit à 363 030,20 €

II. LA SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement enregistre les dépenses et les recettes liées aux opérations patrimoniales de la Communauté d'Agglomération (acquisitions, ventes, travaux....).

Comme pour la section de fonctionnement, ces masses financières sont constituées d'opérations réelles et d'opérations d'ordre. Elles s'élèvent au total à 138 014 millions d'euros en recettes (hors reports) et à 134 633 millions d'euros en dépenses (hors reports) faisant ainsi apparaître un résultat d'exécution excédentaire de + 3 381 millions d'euros (si l'on prend en compte le résultat de clôture 2018, le résultat de l' EPIC office du tourisme et le solde des restes à réaliser, ce résultat est déficitaire de – 10 135 millions d'euros).

1) Les recettes d'investissement

En 2019, les recettes d'investissement de la CA s'élèvent à 138 millions d'euros (plus 27,1 millions d'euros de restes à réaliser au 31/12).

Elles sont composées de recettes réelles pour 117,1 millions d'euros (plus 27,1 millions d'euros de restes à réaliser au 31/12) et de recettes d'ordre pour 20,9 millions d'euros.

Présentant un taux de réalisation avec le report de 83,48 % (contre 90,90 % en 2018), les recettes réelles d'investissement se décomposent de la manière suivante :

Chapitre budgétaire	Budget global 2019	Réalisé 2019	Reste à réaliser	Taux de réalisation (hors RAR)	Taux de réalisation (avec RAR)
Subventions d'investissement reçues	13 752 508,79	5 161 110,12	8 282 507,12	37,53 %	97,83 %
Emprunts et dettes et cautions	135 616 982,94	94 217 584,07	15 470 000,00	69,47 %	80,88 %

Subventions d'équipement versées	399 750,00	399 750,00	0,00	100,00 %	100,00 %
Immobilisations corporelles	62 826,95	62 826,95	0,00	100,00 %	100,00 %
Immobilisations en cours	0,00	32,70	0,00	100,00 %	100,00 %
Dotations, fonds divers et réserves	4 784 430,44	2 170 032,98	2 614 397,46	45,36 %	100,00 %
Excédents de fonctionnement capitalisés	14 938 344,46	14 938 344,46	0,00	100,00 %	100,00 %
Autres immobilisations financières	204 764,42	204 764,42	0,00	100,00 %	100,00 %
Produits de cessions d'immobilisations	2 379 961,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00 %
Opération pour le compte de tiers	707 335,02	0,00	707 334,99	100,00 %	100,00 %
TOTAL RECETTES REELLES	172 846 904,02	117 154 445,70	27 074 239,60	67,78 %	83,48 %

○ Le chapitre 13- Subventions d'investissements reçues

En 2019, le chapitre 13 « subventions d'investissements reçues » s'élève à 5 161 110,12 € (plus 8 282 507,12 € en report).

Il se décompose de la manière suivante :

En matière de voirie/ Eclairage public

- Une subvention de 13 332,40 € de l'ANRU pour l'aménagement du quartier de l'arche guédon à Torcy ;

En matière d'activités sportives et de loisirs

- Une subvention de 50 000 € de la Caisse d'allocations Familiales pour la construction d'un centre de loisirs à Noisiel
- Une participation de 116 250 € de l'EPA Marne pour l'acquisition du terrain nécessaire à la construction du pole aquatique intercommunal à Champs sur Marne

En matière de transport

- Une subvention de 551 691,66 € de la région Ile de France pour l'aménagement du pole gare de Noisiel (PEB) ;
- Une subvention de 309 542,14 € de la région Ile de France pour l'aménagement du pole gare de Noisiel (PDUIF) ;
- Une subvention de 38 254,45 € de Ile de France Mobilités pour l'installation d'une station véligo à Noisiel

- Une subvention de 135 000 € du Département de Seine et Marne pour l'aménagement du pôle gare de Vaires sur Marne
- Une subvention de 13 800 € du STIF pour le réaménagement du pôle gare de Chelles suite à la mise en place du Grand Paris Express ;

En matière de développement durable

- Une subvention de 38 170,10 € de la région Ile de France pour l'aménagement des circulations douces à Roissy en Brie ;
- Une subvention de 234 283 € de l'Agence de l'Eau Seine Normandie pour l'aménagement de l'île de Douvres à Torcy
- Une subvention de 50 000 € du Département de Seine et Marne pour l'aménagement de l'île de Douvres à Torcy
- Une subvention de 135 493,78 € de la Région Ile de France pour l'aménagement de l'île de Douvres à Torcy
- Une subvention de 45 000 € de la région Ile de France pour la réalisation d'une piste cyclable à Torcy
- Une subvention de 133 000 € du département de Seine et Marne pour la réalisation d'une piste cyclable à Torcy
- Une participation de 120 000 € de la commune de Torcy pour la réalisation d'une piste cyclable à Torcy
- Une participation de 10 503,20 € de Orange pour la réalisation d'une piste cyclable à Torcy

En matière de gestion des eaux

- Une subvention de 6 479,20 € du département pour la GEMAPI;

En matière de sécurité incendie

- Une participation de 200 000 € de l'EPA Marne pour l'acquisition du terrain pour la caserne de pompier à Torcy

En matière d'activités culturelles

- Une subvention de 539 369 € du département de Seine et Marne pour la restructuration du conservatoire Jacques Higelin à Chelles ;
- Une subvention de 1 580 166,50 € du département de Seine et Marne pour la construction du conservatoire Nina Simone à Pontault Combault
- Une subvention de 600 774,69 € de la région Ile de France pour l'aménagement des cinémas de la ferme du buisson à Noisiel
- Une subvention de 90 000 € du département de Seine et Marne pour l'aménagement des cinémas de la ferme du buisson à Noisiel
- Une subvention de 150 000 € du Centre National du Cinéma (CNC) pour l'aménagement des cinémas de la ferme du buisson à Noisiel

o Le chapitre 16- Emprunts et dettes assimilées

Le chapitre 16 « emprunts et dettes assimilées » s'élève à 94 217 584,07 € en 2019 (plus 15 470 000 € en report)

Le réalisé 2019 du chapitre 16 « emprunts et dettes assimilées » se ventile de la manière suivante:

- 8 000 000 € souscrit auprès de la Caisse d'Epargne (décision n°181203 du 7 décembre 2018). Cet emprunt a été souscrit sur 20 ans au taux fixe de 1.69%
- 5 000 000 € souscrit auprès de la Banque Postale (décision n° 181223 du 20 décembre 2018). Cet emprunt a été souscrit sur 20 ans et 1 mois au taux fixe de 1,87%
- 6 600 € de remboursement de cautions

Il intègre également des écritures comptables liées à une opération de refinancement de la dette pour 81 210 984,07 €. Cette opération s'équilibre pour le même montant en dépenses d'investissement.

○ Le chapitre 204 –Subventions d'équipement versées

Le chapitre 204 « subvention d'équipement versées » s'élève en 2019 à hauteur de 399 750 €. Il concerne le versement par Aménagement 77 d'un avoir dans le cadre de l'opération d'aménagement de la ZAC de l'Aulnoy à Chelles.

○ Le chapitre 21- Immobilisations corporelles

Le chapitre 21 « immobilisations corporelles » s'élève à 62 826,95. € en 2019. Il concerne des régularisations de TVA pour la Maison de l'Entreprise Innovante.

○ Le chapitre 23- Immobilisations en cours

Le chapitre 23 « immobilisations en cours » s'élève à 32,70. € en 2019.

○ Le chapitre 27 – Autres immobilisations financières

Le chapitre 27 « autres immobilisations financières » s'élève à 204 764,42 €. Cette recette concerne la créance Dalkia pour le remboursement des emprunts liés aux travaux de géothermie.

○ Le chapitre 10- Dotations, fonds divers et réserves

Le chapitre 10 « dotations, fonds divers et réserve » concerne le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA).

A ce titre, le montant perçu par notre EPCI au titre du FCTVA s'élève à 2 170 032,98€ (plus 2 614 397,46 € de reports).

○ Le chapitre 458- Opération pour le compte de tiers

Réalisé à hauteur de 0 € (mais avec 707 334,99 € de report), ce chapitre concerne les opérations réalisées par l'agglomération pour le compte de ses communes membres

○ Le chapitre 1068- Excédents de fonctionnement capitalisés

Conformément à la délibération n° 190605 du 20 juin 2019 relative à l'affectation du résultat de fonctionnement 2018 du budget principal, le compte administratif 2018 faisait apparaître un besoin de financement de la section d'investissement de 14 938 344,46 € qui a été couvert en totalité par une partie de l'excédent de fonctionnement.;

2) Les dépenses d'investissement

En 2019, les dépenses d'investissement s'élèvent à 134,63 millions d'euros (plus 24,89 millions d'euros de restes à réaliser au 31 décembre).

Elles sont composées de dépenses réelles pour 130,56 millions d'euros (plus 24,89 millions d'euros de restes à réaliser au 31/12) et de dépenses d'ordre pour 4,07 millions d'euros.

Ainsi, le tableau qui suit liste les chapitres budgétaires du compte administratif 2019 en matière de dépenses réelles d'investissement et leur taux de réalisation:

Chapitre budgétaire	Budget global 2019	Réalisé 2019	Reste à réaliser	Taux de réalisation (hors RAR)	Taux de réalisation (avec RAR)
Immobilisations incorporelles	3 601 454,77	624 707,84	2 975 324,73	17,35 %	99,96 %
Subventions d'équipements versées	4 571 710,84	2 468 948,37	2 095 148,94	54,00 %	99,83 %
Immobilisations corporelles	14 156 916,10	5 122 680,61	8 907 301,15	36,19 %	99,10 %
Immobilisation en cours	22 103 814,31	12 756 222,94	9 303 253,08	57,71 %	99,80 %
TOTAL DEPENSES D'EQUIPEMENT	44 433 896,02	20 972 559,76	23 281 027,90	47,20 %	99,59 %
Subventions d'investissements reçues	1 351 155,00	542 146,00	809 009,00	40,12 %	100,00 %
Opération pour le compte de tiers	877 689,50	157 485,37	720 204,13	17,94 %	100,00 %
Emprunts et dettes assimilées	134 334 262,04	108 206 004,46	0,00	80,55 %	80,55 %
Participations et créances rattachées	75 928,00	0,00	75 928,00	0,00 %	100,00 %
Dotation, fonds divers et réserve	376 904,97	376 904,97	0,00	100,00 %	100,00 %
Autres immobilisations financières	315 257,80	306 499,64	8 757,00	97,22 %	100,00 %
TOTAL DEPENSES REELLES	181 765 093,33	130 561 600,20	24 894 926,03	71,83 %	85,53 %

○ Le chapitre 20, 204, 21 et 23- Les dépenses d'équipements

En 2019, la CA a réalisé pour 20 972 559,76 € de dépenses d'équipement (plus 23 281 027,90 € si l'on prend en compte les restes à réaliser au 31/12).

Avec un taux de réalisation de 47,20 % (99,59% si l'on intègre les restes à réaliser), elles sont composées de dépenses provenant des chapitres 20 « immobilisations incorporelles », 204 « subventions d'équipements versées », 21 « immobilisations corporelles » et 23 « immobilisations en cours ».

Sans être exhaustif, les principales dépenses d'équipement réalisées en 2019 ont été les suivantes :

Pour l'environnement et les espaces verts:

○ Plantation d'arbres et d'arbustes	33 763,68 €
○ Acquisition de mobilier urbain	87 445,82 €
○ Aménagement divers dans les parcs	451 839,86 €
○ Aménagement des bords de marne	320 343,77 €
○ Mise en place de circulations douces à Roissy en Brie	50 155,03 €

Pour le logement

○ Subventions pour la réhabilitation du parc de logement social	297 427,48 €
---	--------------

Pour le sport

○ Achat du Terrain pour le pôle aquatique intercommunal à Champs sur Marne	116 250,00 €
○ Acquisition de matériel d'accès pour la billetterie des piscines	112 067,94 €
○ Etudes pour la construction du pôle nautique intercommunal à Champs sur Marne	205 115,34 €
○ Travaux à la piscine Préault à Chelles	116 114,94 €
○ Travaux à la piscine de l'Arche Guédon à Torcy	116 925,37 €

Pour la culture

○ Acquisition de matériel pour les médiathèques	111 749,14 €
○ Travaux à la médiathèque François Mitterrand à Pontault Combault	74 808,34 €
○ Acquisition de matériel pédagogique pour le studio Music-Hall Source à Roissy en Brie	188 453,00 €
○ Construction du conservatoire Nina Simone Pontault Combault	5 987 924,10 €
○ Travaux d'aménagement au centre culturel de la Ferme du Buisson à Noisiel	310 236,35 €
○ Etudes pour l'aménagement de l'école de musique Saint Hubert à Chelles	84 216,00 €
○ Travaux d'aménagement de l'école de musique Saint Hubert à Chelles	3 750 347,66 €
○ Travaux au music-hall source à Roissy en Brie	765 087,17 €

Pour les transports en commun:

○ Aménagement de la voirie en faveur des transports en commun	348 314,65 €
○ Aménagement du pôle gare de Vaires sur Marne	1 841 176,60 €

Pour la voirie et l'éclairage public :

○ Attribution de fonds de concours pour l'entretien des voiries de l'ex Communauté d'Agglomération de Marne et Chanteraine	617 634,89 €
○ Versement d'une participation à l'EPA marne pour la restructuration du quartier du Lizard à Noisiel	500 000,00 €

- Travaux d'éclairage public 261 473,97 €
- Travaux de voirie 184 869,11 €

Pour le tourisme

- Attribution d'un fonds de concours à la commune de Torcy pour promouvoir les activités touristiques 180 000,00 €

Pour les bâtiments intercommunaux

- Mises aux normes des bâtiments intercommunaux pour permettre l'accès aux personnes à mobilité réduite 110 508,93 €
- Travaux d'aménagement et de restructuration des bâtiments administratifs intercommunaux 219 548,82 €
- Travaux à la maison de justice intercommunale 115 751,66 €
- Modernisation de l'alarme incendie et du système anti intrusion 81 876,28 €

Pour le commerce et le développement économique:

- Le versement d'une participation pour la reconversion du site EDF 378 167,00 €
- Aménagement de la ZAC de l'Aulnoy à Chelles 333 125,00 €
- Travaux de voirie dans les ZAE 322 236,09 €
- Travaux de voirie dans la zone industrielle de la trentaine à Chelles 69 129,01 €
- Le chapitre 10 -Dotations, fonds divers et réserve

Les dépenses opérées en 2019 au chapitre 10 « dotations, fonds divers et réserves » s'élèvent à 376 904,97 €.

Conforme à la délibération n°191016 du 10 octobre 2019, cette dépense vise à permettre à la Communauté d'Agglomération Paris Vallée de la Marne d'apurer son compte 1069 dans la perspective de la future nomenclature M57.

- Le chapitre 13- Subventions d'investissement reçues

En 2019, la Communauté d'Agglomération Paris Vallée de la Marne a dépensé 542 146 € au titre des subventions d'investissement reçues (plus 809 009 € de report).

Cette dépense concerne :

- Le reversement à la CCI 77 d'une partie de la subvention versée par la Région Ile de France pour la construction de la Maison de l'Entreprise Innovante à Champs sur Marne (200 000 €)
- Le reversement à la CCI 77 d'une partie de la subvention versée par le Département de Seine et Marne pour la construction de la Maison de l'Entreprise Innovante à Champs sur Marne (96 000 €)
- Le remboursement à l'Etat d'un tiers de la subvention versée en 2015 à la Communauté d'Agglomération de Marne et Chantereine pour la construction d'une médiathèque de proximité à Vaires sur Marne (246 146 €)

- Le chapitre 16- Emprunts et dettes assimilées

En 2019, la Communauté d'Agglomération Paris Vallée de la Marne a remboursé pour 108 206 004,46 € de capital.

Cette somme intègre pour :

- 26 995 020,39 €, les remboursements de capital opérés auprès des établissements bancaires, de la CAF, de la région Ile de France et de l'Etat

Au regard du montant emprunté sur cet exercice (13 000 000 €), la communauté d'Agglomération Paris Vallée s'est désendettée de 13 995 020,39 € en 2019.

- Les écritures comptables liées aux opérations de refinancement de la dette pour 81 210 984,07 €.

- Le chapitre 27- Autres immobilisations financières

Les dépenses opérées au chapitre 27 « autres immobilisations financières » s'élèvent en 2019 à 306 499,64 € (plus 8 757 € de report).

Elle concerne pour :

- 300 000 € l'avance de trésorerie à SPLA IN M2CA pour l'aménagement de la ZAC de la Régalle à Courtry ;
- 6 499,64 € de remboursement de dépôts et de cautionnement.

- Le chapitre 458- Opération pour le compte de tiers

Ce chapitre intègre pour la partie dépenses les travaux réalisés par l'EPCI pour le compte de ses communes membres. S'élevant à 157 485,37 € en 2019, ces travaux concernent l'école Pasteur à Chelles (28 874,40 €) et le groupe scolaire Marie Curie à Chelles (128 610,97€).

Il est à noter qu'un report de 720 204.13 € a été prévu sur ce chapitre budgétaire.